rapport annuel 2010

BDM S.A.

BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DU MALI - SA

www.bdm-sa.com

Agence Principale 1

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

I. ACTIVITÉ DE LA BANQUE

En dépit d'une conjoncture peu favorable, marquée essentiellement par l'insuffisance de la production du coton et la persistance de la tendance à l'effritement des marges consécutif à la concurrence de plus en plus ardue, les douze mois de l'exercice 2010 ont été clôturés avec un total de bilan de FCFA 403966 millions et un résultat d'exploitation de **FCFA 6047 millions contre FCFA 366283 millions et FCFA 5001 millions** respectivement à la même période de l'année 2009. Ainsi nous notons que le total bilan a enregistré une augmentation d'un peu plus de 10 % et que le résultat d'exploitation a progressé de près de 21 %.
Comparativement à l'année précédente, les principaux compartiments d'activité ont évolué comme suit :

1°) Évolution des ressources

Les ressources mobilisées auprès de la clientèle ont connu une légère progression de 8771 millions (+3 %) en passant de **324057 millions F CFA** au 31 décembre 2009 à 332828 millions FCFA au 31 décembre 2010.
Quant aux ressources de trésorerie, elles ont connu durant la même période une augmentation de 22751 millions, portées qu'elles ont été de 4109 à 26860 millions de FCFA entre décembre 2009 et décembre 2010.

2°) Évolution des emplois

Globalement les emplois nets sont passés de **252248 millions FCFA au 31/12/2009 à 309162 Millions FCFA à fin décembre 2010; soit une hausse de 22,6 %**.

Les emplois nets auprès de la clientèle se sont établis à **165256 millions FCFA** soit une augmentation de 2175 millions de FCFA (+1 %).

Par contre, les emplois de Trésorerie et en opérations de titres ont progressé de 55 % durant la période sous revue **en passant de 94705 millions au 31/12/2009 à 146951 millions** à la clôture de l'exercice 2010, suite essentiellement à l'évolution de **73 %** enregistrée au niveau de la rubrique placements en titres dont le volume est passé de **73961 millions FCFA en décembre 2009 à 131338 millions FCFA au 31/12/2010**.

3°) Évolution du Produit Net Bancaire et des résultats

Le produit net bancaire a enregistré **une progression de 1772 millions (+9,13 %)** en passant de FCFA **19421** millions au 31/12/2009 à FCFA 21193 millions au 31/12/2010. Quant aux frais généraux, leur augmentation a été cantonnée dans la limite de 5 %. Il en résulte donc une amélioration de plus de 2 points au niveau du coefficient d'exploitation avant dotation aux amortissements qui a été ramené de 59,6 % 57,4 % sur la période sous revue.

Au plan des résultats, l'exercice 2010 s'est soldé **par un bénéfice d'exploitation de 6046752822 FCFA** après passation des provisions réglementaires. **Le résultat net après impôt ressort donc bénéficiaire pour 5416862579 FCFA contre 3767540.706 en 2009, soit une progression de 44 %**.

II. SITUATION DE LA BANQUE

II.1. Évolution des fonds propres et assimilés:

Les fonds propres et assimilés enregistrent **une augmentation de 4416 millions (+14,51 %) en passant de 32064 millions au 31/12/2009 à 36480 millions au 31/12/2010**.

Cette variation s'explique par l'affectation en réserves et en report à nouveau opérée sur le résultat de l'exercice 2009, la constitution volontaire de provisions pour risques et charges de 200 millions au titre de l'exercice 2009 et 100 millions pour 2010 et le résultat net de l'exercice soit 5417 millions.
Les fonds propres nets s'établissent à 28912 millions au 31/12/2010 contre 25787 millions à fin décembre 2009.

II.2. Actionnariat et Gouvernance

La structure de l'actionnariat n'a pas connu de changement et s'articule comme suit :

* l'État malien	19,58 %
* la BCEAO	15,96 %
* la BOAD	15,96 %
* la C.C.CI.M	12,87 %
* La BMCE BANK	27,38 %
* Divers privés maliens	8,25 %

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

S'agissant de la composition du Conseil d'Administration nous vous informons que durant l'exercice 2010 notre Conseil a coopté en tant qu'Administrateur en son nom Monsieur Driss BENJELLOUN.

À la lumière de ce qui précède, nous avons l'honneur de vous demander de bien vouloir approuver l'affectation du résultat net de 5 416 862 579 FCFA comme suit :

• 15 % à la réserve légale	812 529 387 FCFA
• 5 % au Fonds social	270 843 129 FCFA
• Dividende de 5000 FCFA/action	1 879 780 000 FCFA
• Report à nouveau	2 453 710 063 FCFA

Vous voudrez bien en conséquence vous prononcez sur les comptes de l'exercice 2010 soumis à votre appréciation et donner quitus aux Administrateurs et en l'occurrence au Président Directeur Général de la BDM-SA.

Vous voudrez bien également approuver les conventions passées entre la Banque et certains Administrateurs. Celles-ci ont été soumises aux Commissaires aux comptes mandatés par vos soins et ont fait l'objet d'un rapport spécial qui fait ressortir qu'elles entrent dans la catégorie des opérations courantes et sont conclues à des conditions normales.

Enfin nous vous prions de bien vouloir approuver la cooptation de l'Administrateur cité ci-dessus.

Jeune fille bambara

www.bdm-sa.com

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2010

Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission de commissariat aux comptes que votre Assemblée Générale a bien voulu nous confier, nous vous présentons notre Rapport relatif à l'exercice allant du 1er Janvier au 31 Décembre 2010.

Notre mission a porté sur :

- le contrôle des comptes annuels de la BDM -SA, tels annexés au présent Rapport et comportant le bilan, le compte de résultats, et autres annexes,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi et notamment par l'article 713 de l'acte Uniforme de l'OHADA, relatif au droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Économique,
- les vérifications relatives à la réglementation bancaire et aux normes prudentielles de l'UMOA,
- l'examen de l'application des méthodes comptables prescrites par le Plan Comptable Bancaire (PCB),
- l'Établissement des États Financiers est de la responsabilité de la Direction Générale de la Banque.

L'établissement des états financiers est la responsabilité de la Direction Générale de la Banque.

Les Comptes annuels sont arrêtés en principe par le Conseil d'Administration, sous sa responsabilité.

1.1. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Notre examen a été effectué conformément aux normes de Commissariat aux Comptes généralement admises et, a comporté les sondages, et autres vérifications que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Suivant ces normes, nous nous sommes assuré que les États Financiers, soumis à notre examen, ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Nous avons examiné, par sondage, les éléments probants justifiant les données contenues dans les États Financiers, et avons apprécié les principes comptables appliqués par la direction, les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes ainsi que leur présentation d'ensemble.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après :

Nous certifions que les États Financiers arrêtés au 31 décembre 2010, conformément aux principes comptables généralement admis et faisant apparaître :

- un total du bilan de FCFA ***403 966 millions***
- un résultat bénéficiaire de FCFA ***5417 millions***

sont sincères, réguliers et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que la situation financière et du patrimoine de la BDM - SA à la fin de cet exercice.

1.2. VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Rapport de gestion du conseil d'administration

L'Article 713 de l'OHADA relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Économique, stipule que :

« Les Commissaires aux comptes vérifient la sincérité et la concordance avec les États Financiers de Synthèse, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration, ou de l'Administrateur Général, selon le cas, et dans les documents sur la situation financière et les États Financiers de synthèse de la Société adressés aux Actionnaires. Il fait état de ces observations dans son Rapport à l'Assemblée Générale annuelle ».

1.3. VÉRIFICATIONS RELATIVES A LA RÉGLEMENTATION BANCAIRE ET AUX NORMES PRUDENTIELLES DE L'UMOA

Vérification du respect du dispositif prudentiel

Après le calcul des Ratios prudentiels par la Banque, nous avons procédé à leur analyse, afin de nous assurer de leur conformité au regard de ***l'Instruction n° 2000/01/RB du 1er janvier 2000***, relative aux modalités d'application du Dispositif Prudentiel, applicable aux Banques et Établissements Financiers de l'UMOA, depuis le 1er janvier 2000. La situation se présente dans le tableau ci-après :

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2010

RATIOS	Identification BCEAO	Situation au 31/12/2010	Normes prudentielles	Observations
Fonds propres effectifs	DEC 2060	28 912 millions	5 000 millions minimum	Respecté
Fonds propres effectifs/ Risques	DEC 2061	23,58 %	8 % minimum	Respecté
Coefficient de couverture des emplois à long et moyen terme par des ressources stables	DEC 2062	102,97 %	75 % minimum	Respecté
Coefficient de liquidité	DEC 2063	107 %	75 % minimum	Respecté
Participation dans des entreprises autres que Banques et Etabliss-ements financiers	DEC 2065	NÉANT	Maximum 25 % du capital de la société ou Maximum 15 % des fonds propres de base	Respecté
Immobilisations hors exploitation et participation dans les sociétés immobilières	DEC 2066	19 %	Maximum 15 % des fonds propres effectifs	Non respecté
États de contrôle des immobilisations et participations	DEC 2067	40 %	Maximum 100 % des fonds propres effectifs	Respecté
Contrôle des prêts aux principaux actionnaires, aux dirigeants, au personnel, aux Commissaires aux Comptes	DEC 2068	7 %	Maximum 20 % des fonds propres effectifs	Respecté
Ratio de structure du Portefeuille	DEC 2069	1 %	60 % minimum	Non respecté

Jeunes filles bozo

www.bdm-sa.com

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2010

1.4. FONCTIONNEMENT DES ORGANES SOCIAUX ET CONTRÔLE INTERNE

Nous avons examiné les procédures administratives et comptables ainsi que le système de contrôle interne de la banque pour l'exercice 2010. Cet examen a été effectué pour évaluer la fiabilité des enregistrements comptables et de l'information financière dans le but de déterminer la nature, l'étendue et le calendrier des travaux nécessaires à l'expression de notre opinion sur les états financiers.

Il ne met donc pas, nécessairement, en évidence toutes les améliorations qu'une étude spécifique et plus détaillée pourrait éventuellement révéler, notamment celles qui n'affectent pas de façon significative les états financiers.

La Direction du contrôle Interne nous a transmis les rapports sur l'analyse du portefeuille au titre des 1er et 2e semestres 2010, conformément à la circulaire N° 10 de la commission bancaire.
Nous n'avons pas d'observations sur lesdits rapports.

D'une manière générale, nous n'avons pas relevé de faits marquants entravant le fonctionnement normal des organes sociaux ou d'insuffisances significatives de contrôle interne pouvant remettre en cause la régularité et la sincérité des états financiers présentés au 31 décembre 2010.

Bamako, le 17 mai 2011

Les Commissaires aux Comptes

Pour SEC DIARRA

Expert Comptable Diplômé
Commissaire aux comptes
Manager Associé de Sec Diarra

Moussa MARA
Manager Associé
Expert Comptable Diplômé
Commissaire aux Comptes

Pour MAECO SARL

Expert Comptable Agréée
Commissaire aux comptes
Gérante associée de MAECO

Bintou CAMARA
Gérante Associée
Expert Comptable Agréée
Commissaire aux Comptes

Jeune fille kassonké (Kayes)

ÉTATS FINANCIERS

www.bdm-sa.com

ÉTATS FINANCIERS

Bilan aux 31 décembre 2010 et 2009

En millions de Franc Cfa

Codes	ACTIF	31/12/2009	31/12/2010
A10	CAISSE	10 657	12 933
A02	CRÉANCES INTERBANCAIRES	93 969	70 370
A03	Créances interbancaires à vue	78 701	57 802
A04	Banques centrales	56 615	41 914
A05	Trésor public, CCP	1	0
A07	Autres établissements de crédit	22 085	15 888
A08	Créances interbancaires à terme	15 268	12 568
B02	CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	160 609	162 492
B10	Portefeuille d'effets commerciaux	4 290	9 099
B11	Crédits de campagne	0	0
B12	Crédits ordinaires	4 290	9 099
B2A	Autres concours A la clientèle	136 764	137 356
B2C	Crédits de campagne	0	0
B2G	Crédits ordinaires	136 764	137 356
B2N	Comptes ordinaires débiteurs	19 555	16 037
B50	AFFACTURAGE	0	0
C10	TITRES DE PLACEMENT	47 015	98 571
D1A	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	26 946	32 767
050	CRÉDIT-BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES	0	0
020	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 065	603
022	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	13 422	13 509
E01	ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0
C20	AUTRES ACTIFS	10 825	11 719
C6A	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	1 775	1 002
E90	**TOTAL ACTIF**	**366 283**	**403 966**

www.bdm-sa.com

ÉTATS FINANCIERS

Bilan aux 31 décembre 2010 et 2009

En millions de Franc Cfa

Codes	PASSIF	31/12/2009	31/12/2010
F02	DETTES INTERBANCAIRES	14 954	45 808
F03	A vue	12 743	23 391
F05	Trésor public, CCP.	8 852	16 884
F07	Autres établissements de crédit	3 891	6 507
F08	A terme	2 211	22 417
G02	DETTES A L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE	313 212	314 942
G03	Comptes d'épargne a vue	28 242	30 081
G04	Comptes d'épargne a terme	339	411
G05	Bons de caisse	0	0
G06	Autres dettes À vue	215 328	215 963
G07	Autres dettes A terme	69 303	68 487
H30	DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	0	0
H35	AUTRES PASSIFS	3 368	2 595
H6A	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	2 685	4 141
L30	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 078	1 188
L35	PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	0	0
L41	EMPRUNTS ET TITRES ÉMIS SUBORDONNES	0	0
L10	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	0	0
L20	FONDS AFFECTES	0	0
L45	FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX	0	300
L66	CAPITAL OU DOTATIONS	10 000	10 000
L50	PRIMES LIÉES AU CAPITAL	1 291	1 291
L55	RÉSERVES	9 680	10 245
L59	ÉCARTS DE RÉÉVALUATION	0	0
L70	REPORT A NOUVEAU (+/-)	6 247	8 039
L80	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	3 768	5 417
L90	**TOTAL PASSIF**	**366 283**	**403 966**

ÉTATS FINANCIERS

Hors bilan aux 31 décembre 2010 et 2009

En millions de Franc Cfa

Codes	HORS BILAN	31/12/2009	31/12/2010
ENGAGEMENTS DONNES			
	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
N1A	En faveur d'établissements de crédit	0	0
N1J	En faveur de la clientèle	4 163	1 717
	ENGAGEMENTS DE GARANTIE		
N2A	D'ordre d'établissements de crédit	1 513	2 675
N2J	D'ordre de la clientèle	14 964	21 410
N3A	ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0
ENGAGEMENTS REÇUS			
	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
N1H	Reçus d'établissements de crédit	0	0
	ENGAGEMENTS DE GARANTIE		
N2H	Reçus d'établissements de crédit	4 846	1 677
N2M	Reçus de la clientèle	141 544	117 314
N3E	ENGAGEMENTS SUR TITRES		0

Jeunes femmes songhoï (Gao)

www.bdm-sa.com

ÉTATS FINANCIERS

Compte de résultat aux 31 décembre 2010 et 2009

En millions de Franc Cfa

Codes	CHARGES	31/12/2009	31/12/2010
R01	INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES	3 213	3 518
R03	Intérêts et charges assimilées sur dettes interbancaires	85	82
R04	Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard de la clientèle	3 128	3 436
R4D	Intérêts et charges assimilées sur dettes représentées par un titre	0	0
R5Y	Charges sur comptes bloques d'actionnaires ou d'associés et sur emprunts et titres émis	0	0
R05	Autres Intérêts et charges assimilées	0	0
R5E	CHARGES SUR CRÉDIT-BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES	0	0
R06	COMMISSIONS	118	104
R4A	CHARGES SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES	215	283
R4C	charges sur titres de placement	0	0
R6A	charges sur opérations de change	215	283
R6F	charges sur opérations de hors-bilan	0	0
R6U	CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION BANCAIRE	127	209
R8G	ACHATS DE MARCHANDISES	0	0
R8J	STOCKS VENDUS	0	0
R8L	VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0
S01	FRAIS GENERAUX D'EXPLOITATION	11 582	12 163
S02	Frais de personnel	5 814	6 350
S05	Autres Frais généraux	5 768	5 813
T51	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	2 050	19 74
T6A	SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES ET DU HORS BILAN	1 543	2 051
T01	EXCÈDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU	0	0
	FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX		
T80	CHARGES EXCEPTIONNELLES	296	152
T81	PERTES SUR EXERCICES ANTÉRIEURS	458	280
T82	IMPÔT SUR LE BÉNÉFICE	606	272
T83	BÉNÉFICE	3 768	5 417
T85	**TOTAL CHARGES**	**23 976**	**26 423**

ÉTATS FINANCIERS

Compte de résultat aux 31 décembre 2010 et 2009

En millions de Franc Cfa

Codes	PRODUITS	31/12/2009	31/12/2010
V01	INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILES	13 809	12 715
V03	Intérêts et produits assimilés sur créances interbancaires	400	526
V04	Intérêts et produits assimilés sur créances sur la clientèle	12 075	11 064
V51	produits et profits sur prêts et titres subordonnés	0	0
V5F	Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement	1 112	975
VOS	Autres Intérêts et produits assimilés	222	150
V5G	PRODUITS SUR CRÉDIT-BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES	0	0
V06	COMMISSIONS	4 619	5 123
V4A	PRODUITS SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES	4 284	7 105
V4C	produits sur titres de placement	2 281	4 364
V4Z	Dividendes et produits assimilés	18	81
V6A	produits sur opérations de change	1 556	2 081
V6F	produits sur opérations de hors-bilan	429	579
V6T	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION BANCAIRE	420	364
V8B	MARGES COMMERCIALES	0	0
V8C	VENTES DE MARCHANDISES	0	0
V8D	VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0
W4R	PRODUITS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION	147	161
X51	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	26	0
X6A	SOLDE EN BÉNÉFICE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES ET DU HORS BILAN	544	881
X01	EXCÈDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU	0	0
	FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX		
X80	PRODUITS EXCEPTIONNELS	22	55
X81	PROFITS SUR EXERCICES ANTÉRIEURS	105	19
X83	PERTE		
X85	**TOTAL PRODUITS**	**23 976**	**26 423**

www.bdm-sa.com

NOTES ANNEXES

AUX ÉTATS FINANCIERS

La situation financière au 31 décembre 2010 par rapport à l'exercice 2009, décrite ci-après, a été élaborée conformément aux méthodes et principes comptables brièvement rappelés comme suit :

1. PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

Les états financiers ont été préparés par application des conventions comptables de base, à savoir essentiellement : principes de prudence, de continuité de l'exploitation, de séparation des exercices, du coût historique, et des politiques comptables décrites ci-après :

- Les postes du bilan, du hors-bilan et du compte de résultat ont été évalués conformément aux instructions du plan comptable bancaire (PCB) et du nouveau dispositif prudentiel applicable dans l'UEMOA depuis le 1er janvier 2000.
- Les immobilisations sont inscrites au bilan au coût d'acquisition réduit de l'amortissement cumulé.
- Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire sur la durée de vie des actifs concernés. Les taux d'amortissement annuels suivants ont été appliqués :

Constructions	5 %
Matériel de transport	33,33 %
Mobilier et Matériel de bureau	20 %
Matériel informatique	20 %

- Les intérêts courus non échus sont constatés dans le compte d'exploitation sur une base *prorata temporis* en tenant compte de l'encours du principal et du taux applicable. Les commissions et frais sont pris en compte sur la période de perception prévue.
- Le rattachement à la période sous revue, par le biais de charges constatées d'avance a été fait pour les charges annuelles d'exploitation payées en début d'exercice. Les autres charges payables en fin d'année ont été réparties *prorata temporis*.
- Les soldes des actifs et passifs ainsi que les engagements par signature libellés en devises étrangères sont convertis aux taux de change en vigueur au 31 décembre 2010. Tous les gains ou pertes de change, latents ou réalisés, résultant de la conversion, sont portés au compte de résultat.

2. ANALYSE DES RÉSULTATS

En dépit de la persistance en 2010 de la conjoncture économique défavorable, l'année 2010 a été clôturée avec un total de bilan de FCFA 403 966 millions contre 366 283 millions en 2009 et un résultat d'exploitation de FCFA 6 046 millions contre FCFA 5 001 millions respectivement à la même période de l'exercice précédent.

La variation à la hausse observée au niveau du total bilan s'explique par l'augmentation des ressources collectées auprès de la clientèle et leur utilisation dans les emplois. La progression de +20,92 enregistrée au niveau du résultat d'exploitation, est consécutive à une augmentation du produit net bancaire (+9,13 %) plus forte que celle des frais généraux (+5,01 %).

2.1. PRODUIT NET BANCAIRE

Le produit net bancaire a enregistré une augmentation de 1 772 millions (+9.13 %), en passant de 19 420 de l'exercice 2009 à 21 193 millions en 2010, qui résulte essentiellement de l'évolution favorable des marges d'intérêts sur opérations de trésorerie (+222 M) et de placements en titres (+2.149 M) ainsi que des commissions générées par les opérations avec la clientèle (+757 M) qui a largement compensé la baisse enregistrée au niveau de la marge d'intérêts sur opération avec la clientèle (- 1 393 M) suite à la baisse des encours moyens et à la révision à la baisse des taux débiteurs..

2.1.1. Marge des intérêts et commissions sur opérations de trésorerie et interbancaire

La marge des intérêts et commissions sur les opérations de trésorerie est passée de +401 millions à +623 millions, soit une hausse de 222 millions (+55,36 %). Cette progression s'explique par l'augmentation des encours moyens de prêts interbancaires à terme.

La part de cette catégorie de marge dans le PNB reste stable en situant à un peu plus de 2,9 % au 31/12/2010.

Les produits et charges sur opérations de trésorerie et interbancaires se présentent comme suit :

En millions de FCFA

RUBRIQUES	31/12/09	31/12/10	VARIATION	
	MONTANT		MT	%
Produits d'intérêts et Commissions				
Commissions	85	178	93	109,41
Comptes ordin. & déposits Banques	20	9	-11	-55,00
Prêts interbancaires	380	517	137	+36,05
Total	**485**	**704**	**219**	**+45,15**
Charges d'intérêts				
Comptes ordin.& déposits Banques	2	4	2	+100,00
Dépôts à terme Ets de crédit	-	-	-	-
Emprunt BOAD & BADEA	82	77	-5	-6,10
Réserves obligatoires	-	-		-
Total	**84**	**81**	**-3**	**-3,57**
Marge nette	**401**	**623**	**+222**	**+55,36**

2.1.2. Marge des intérêts sur opérations avec la clientèle

La marge réalisée sur les intérêts clientèle a connu une diminution de 1.393 millions (-15,19 %) du 31/12/2009 au 31/12/2010 en passant de 9169 à 7776 millions.

L'évolution défavorable de cette marge est due : d'une part à la baisse des intérêts sur les effets commerciaux (-128 millions), les crédits à court terme (-432 millions), les découverts et facilités de caisse (-403 millions) ; d'autre part à l'augmentation des charges financières liées aux ressources collectées.

La baisse des intérêts des concours à la clientèle s'explique par la diminution des différents encours moyens sur la période sous revue ainsi que par la révision en cours d'exercice des conditions appliquées à la clientèle.

La part de cette marge dans le PNB régresse de -10,52 % en passant de 47,21 % au 31/12/2009 à 36,69 % au 31/12/2010.

Les principales composantes de cette catégorie de marge sont les suivantes :

En millions de FCFA

RUBRIQUES	31/12/09	31/12/10	VARIATION	
	MONTANT		MT	%
Produits d'intérêts				
Escomptes effets commerciaux	562	434	-128	-22,78
Prêts sociaux aux particuliers	703	652	-51	-7,25
Autres crédits à court terme	4 432	4 000	-432	-9,75
Crédits à moyen terme	3 236	3 340	104	3,21
Crédits à long terme	8	13	5	62,50
Découverts et Facilités de caisse	2 540	2 137	-403	-15,87
Crédit de campagne	594	487	-107	-18,01
Agios réservés recouvrés	222	150	-72	-32,43
Total	**12 297**	**11 213**	**-1 084**	**-8,82**
Charges d'intérêts				
Dépôts à vue clientèle	1 212	1 269	57	4,70
Dépôts à terme clientèle	1 595	1 829	234	14,67
Comptes d'épargne	321	339	18	5,61
Total	**3 128**	**3 437**	**309**	**9,88**
Net	**9 169**	**7 776**	**-1 393**	**-15,19**

2.1.3. Marge des intérêts et commissions sur opérations de titres

La marge des intérêts et commissions sur les titres de placement et d'investissement a connu une très forte augmentation de 63,30 %, en se situant à 5544 millions au 31/12/2010 contre 3395 millions à fin décembre 2009, à la suite de l'augmentation des encours moyens enregistré suite à l'intervention active de notre Établissement sur le marché des titres émis par les États membres de l'UMOA et la BOAD.

La part de cette catégorie de marge dans le PNB passe de 17,48 % à fin décembre 2009 à 26,16 % à fin décembre 2010, soit un gain de 8,68 %.

Les produits et charges sur opérations de titres se présentent comme suit :

En millions de FCFA

RUBRIQUES	31/12/09	31/12/10	VARIATION	
	MONTANT		MT	%
Bons & Obligations (BOAD, Etats UMOA)	3 393	5 420	2 027	+59,74
Commissions (Prime d'émission)	85	178	93	+109,41
Total	**3 478**	**5 598**	**2 120**	**+60,95**
CHARGES				
Commissions de conservat° des titres	83	54	-29	-34,94
Total	83	54	-29	-34,94
Net	3 395	5 544	2 149	63 ,30

2.1.4. Commissions nettes et Produits divers d'exploitation

Les commissions nettes et produits divers d'ex-

www.bdm-sa.com

NOTES ANNEXES

AUX ÉTATS FINANCIERS

ploitation ont connu durant la période considérée un accroissement de l'ordre de 757 millions (+11,51 %), en passant de 6576 millions au 31/12/2009 à 7333 millions au 31/12/2010.

Cette situation résulte essentiellement de la croissance observée au niveau des rubriques « frais de tenue de compte », « commissions sur cautions et avals », « commissions sur crédits documentaire Import », « commissions de change » et « gains de change ».

La part de cette rubrique de produits dans le PNB s'établit à 34,60 % contre 33,86 % au 31/12/2009.

Les principales composantes ont évolué comme suit :

En millions de FCFA

RUBRIQUES	31/12/09	31/12/10	VARIATION	
	MONTANT		MT	%
Produits				
Tenue de compte	1 102	1 457	+355	+ 32,21
Transfert (dont Western Union)	1 345	1 341	-4	- 0,30
Constitution de dossiers	519	491	-28	- 5,39
Gestion Crédits syndiqués	647	675	28	+4,33
Cautions et Avals	429	580	151	+35,20
Crédits documentaires Import	63	88	25	+39,68
Récupérations de frais	417	270	-147	- 35,25
Monétique	366	361	-5	- 1,37
Certifications de chèque	19	21	+2	+10,53
Encaissements	60	61	+1	+1,67
Change	1557	2 081	+524	+33,65
Autres commissions et produits divers	394	398	+4	+1,02
Total	**6 918**	**7 824**	**+906**	**+13,10**
CHARGES				
Change	-215	-428	-213	+99,07
CBIP, VISA et GIM UEMOA	-127	-63	+64	-50,39
Total	**-342**	**-491**	**-149**	**+43,57**
NET	**6 576**	**7 333**	**+757**	**+11,51**

2.2. RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION

Le coefficient d'exploitation s'améliore sur la période sous revue du fait que le produit net bancaire (+9,13 %) augmente plus vite que les frais généraux (+5,01 %).

Avant amortissements, il s'établit à 57,39 % contre 59,64 % au 31 décembre 2009 soit une amélioration de 2,25 %.

Après prise en compte des dotations d'amortissements, ledit coefficient est porté à 66,70 % contre 70,07 % à la même époque de l'année précédente soit une amélioration de 3,37 %.

2.2.1. Les frais de personnel

Sur la période sous revue, les frais de personnel ressortent en hausse de 536 millions, soit +9,22 %, en passant de 5814 millions au 31/12/2009 à 6350 millions au 31/12/2010.
Cette augmentation est due essentiellement aux différentes indemnités payées suite aux départs à la retraite de plusieurs de nos collaborateurs cette année.

2.2.2. Les autres frais de gestion

Les frais de fonctionnement, se chiffrent à 5198 millions au 31/12/2010 contre 5239 millions au 31/12/2009. Il en résulte ainsi une amélioration nette d'environ 41 millions (-0,78 %) suite essentiellement à une économie de plus de 100 millions réalisée sur les frais de télécommunication imputable essentiellement au remplacement de la liaison par satellite de SONEMA, par les connexions SOTELMA et ORANGE Mali.

2.3. RÉSULTAT D'EXPLOITATION

Les douze mois de l'exercice 2010 ont été couronnés par un résultat d'exploitation bénéficiaire de 6047 millions FCFA, soit une progression de 20,92 % par rapport à son niveau du 31/12/2009 (5001 millions).

2.4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL NET

Le résultat exceptionnel net ressort déficitaire de 97 millions au 31/12/2010 contre un déficit de 274 millions au 31/12/2009.

2.5. RÉSULTAT SUR EXERCICES ANTÉRIEURS

Le résultat sur exercices antérieurs est une perte de 261 millions contre une perte de 354 en 2009, soit une amélioration de 93 millions (-26 %).
Cette perte résulte essentiellement de la régularisation de suspens sur notre compte chez CBIP représentant des redevances d'assistance techniques et frais réglés pour notre compte antérieur à 2010, de règlement de factures émises avant 2010 et la régularisation de produits ayant été comptabilisés doublement.

2.6. RÉSULTAT AVANT IMPÔT

Au 31/12/2010, le résultat avant impôt, issu des soldes intermédiaires de gestion décrits plus haut et après prise en compte du résultat exceptionnel et du résultat sur exercices antérieurs, ressort

bénéficiaire de 5689 millions contre 4373 millions au 31/12/2009, soit une amélioration de 30,01 %.

2.7. RÉSULTAT NET

Au 31/12/2010, le résultat net après prise en considération de l'impôt sur les sociétés de 272 millions, est bénéficiaire de 5417 millions contre 3768 millions au 31/12/2009, soit une nette amélioration de 1649 millions (43.78 %).

3. ANALYSE DU BILAN

Le total du bilan est passé de 366283 millions à 403966 millions de francs CFA, soit une hausse de 37683 millions (+10,29 %) par rapport au 31/12/2009.

Le renforcement des fonds propres par l'affectation en réserves et en report à nouveau d'une partie du résultat net de l'exercice 2009, l'augmentation des ressources de Trésorerie et celles collectées auprès de la clientèle et du Trésor public et leur utilisation dans l'octroi de crédits à la clientèle et dans les souscriptions de bons et d'obligations émis sur le marché des titres de l'UMOA expliquent l'évolution favorable du total du bilan.

3.1. ÉVOLUTION DES POSTES DE L'ACTIF

Les évolutions les plus marquées concernent :

a. Les opérations de trésorerie et interbancaires : Comparativement au 31/12/2009, les opérations de trésorerie et interbancaire ont connu une baisse de 23594 millions (-25,11 %). Cette diminution s'explique essentiellement par l'utilisation de la trésorerie disponible, dans les souscriptions de bons et d'obligations du Trésor émis par les États de l'UMOA.
Cette évolution est la traduction de la politique de l'établissement d'utiliser et de rentabiliser au maximum les avoirs oisifs.

Les principales composantes ont évolué comme suit :

En millions de FCFA	31/12/2009	31/12/2010	VARIATION
Banque et correspondants	78 701	57 807	-20 894
Prêts interbancaire	15 268	12 568	-2 700
Total	**93 969**	**70 375**	**-23 594**

b. Les opérations avec la clientèle : Globalement les emplois nets auprès de la clientèle ont enregistré une augmentation légère de 2176 millions de nos francs, soit +1,33 %.
Par rubrique les variations observées se présentent comme suit :

En millions de FCFA

RUBRIQUES	31/12/09	31/12/10	VARIATION	
	MONTANT		MT	%
Portefeuille Effets Commerciaux	4 290	9 099	4 809	+112,10
Crédits à Court Terme	80 007	78 729	-1 278	-1,60
Découvert en Comptes Courants	19 555	16 037	-3 517	-17,99
Crédits à Moyen Terme	38 014	40 901	2 887	+7,59
Crédits à Long Terme	257	279	22	+8,56
Autres créances	2 472	2 764	292	+11,81
Créances douteuses et litigieuses	18 486	17 447	-1 039	-5,62
Dont impayées et immobilisées	311	830	519	+166,88
Total	**163 081**	**165 256**	**2 175**	**+1,33**

L'augmentation enregistrée au niveau de la rubrique « effets commerciaux » (+4809 millions) s'explique par l'escompte de traites dont l'essentiel est avalisé.
Au niveau de la rubrique des crédits à moyen terme on constate une augmentation nette des remboursements réguliers d'échéances de l'ordre de 2887 millions (+7,6 %).
Quant à la baisse constatée au niveau des crédits à court terme (-1278 millions), elle s'explique essentiellement par le remboursement anticipé en 2010 du crédit de campagne CMDT.
La diminution observée au niveau des comptes ordinaires débiteurs s'explique essentiellement par les déclassements en créances en souffrance opérés lors de l'arrêté des comptes au 31 décembre 2010.

Ainsi, les créances douteuses et litigieuses brutes ont évolué sur la période tel qu'il ressort des données ci-après :

En millions de FCFA	31/12/2009	31/12/2010	VARIATION
Créances totales :			
- Brut	50.035	48.762	-1 273
- Provisions	(31.860)	(32.145)	+285
- Nets	18.175	16.617	1 558
Dont Créances BDM-SA :			
- Brut	15.142	15.808	+666
- Provisions	(9.791)	10.537)	+746
- Nets	5 351	5.271	- 80

La baisse nette observée au niveau des créances douteuses et litigieuses pour 1558 millions est l'effet des recouvrements enregistrés durant la

www.bdm-sa.com

NOTES ANNEXES

AUX ÉTATS FINANCIERS

période sous revue et de l'effort de provisionnement consenti.

c. Les opérations sur titres et divers: Globalement ce compartiment a connu une progression de 92,32 % passant de 55678 millions FCFA à 107079 millions FCFA entre 31/12/2009 et 31/12/2010. L'essentiel de cette variation est dû aux rubriques ci-après:

c1. Titres de placement: Cette rubrique a progressé de 51556 millions FCFA soit +109,66 % en passant de 47015 millions à 98571 millions. Notre portefeuille au 31/12/2010 se compose essentiellement de souscriptions de bons ou d'obligations de Trésors des États de l'UMOA, notamment le Mali pour 39221 millions, la Côte d'Ivoire pour 25000 millions, le Bénin pour 15000 millions, le Sénégal pour 13750 millions, le Burkina Faso pour 5600 millions.

En millions de FCFA

RUBRIQUES	31/12/09	31/12/10	VARIATION	
	MONTANT		MT	%
Bons du Trésor des Etats de l'UMOA	47 015	98 571	51 556	+109,66
Total	**47 015**	**98 571**	**51 556**	**+109,66**

c.2. Débiteurs divers: -1763 millions, ce poste comprend: diverses créances sur l'État, des créances fiscales, des débiteurs divers suivi par l'Inspection, des sommes dues par Western Union, des acomptes sur salaires et primes consentis au personnel et des avances sur commandes.

c.3. Comptes d'ordre divers: -773 millions FCFA représentant essentiellement des valeurs en attente de recouvrement prises avec nos clients et tirées sur les établissements confrères locaux.

d. Les Valeurs Immobilisées

d.1. Titres de participation: La rubrique titres de participation a varié de +55 millions au cours de l'exercice 2010 suite à l'augmentation de notre participation dans le capital social de la Banque Malienne de Solidarité (BMS-SA).

Notre établissement avait une participation de 25 millions dans le capital social de l'établissement financier Crédit Initiative SA (CIRA) qui a été absorbé par la BMS. À la suite de cette absorption, de nouvelles actions BMS ont été créées et affectées aux anciens actionnaires de CIRA.

Aussi, il a été procédé à une augmentation du capital de la BMS par incorporation de réserves.

Ainsi, la participation de notre établissement a été portée à 100,7 millions contre 25 millions, soit une augmentation de 75,7 millions.

Par ailleurs, notre participation dans le capital de la future compagnie d'assurances « Cauris Vie sa » a été réduite de 20 millions, pour ne pas être l'actionnaire unique.

En millions de FCFA	31/12/2009	31/12/2010
Titre de participation	2.097	2.153
Total	**2.097**	**2.153**

Les titres de participation se répartissent comme suit au 31 décembre 2010:

En millions de FCFA

TITRE DE PARTICIPATION	31/12/2010
Assurances Cauris Vie	980
Banco Da Uniao	600
SGI Mali	188
SGI AFRICAINE DE BOURSE	25
CTMI –UMOA	166
Holding BRS	50
BMS –SA Mali	101
Fonds Gari	20
Cauris Investissement	13
Fonds Garantie Hypothécaire Mali	10
Total	**2 153**

d.2. Titres d'investissement: La valeur du portefeuille de titres d'investissement est passée de 24849 millions à 30615 millions entre les dates considérées, soit une augmentation de 23,20 %.

L'encours au 31/12/2010 se ventile comme suit:

- Titres des opérateurs économiques victimes de casse, passif des entreprises publiques et bons Faso, d'une valeur nette de 222 millions, échus et impayés depuis août 2004;
- Bons du Trésor du Mali reçus dans le cadre de la titrisation des créances garanties par l'État pour une valeur de 5448 millions en principal et intérêt après le remboursement au mois de mars 2009 d'un bon de 1652 millions sur quatre. Les bons restants sont tous échus et non payés.

- Obligations du Trésor du Mali reçues dans le cadre de la titrisation du prêt à l'État pour la restructuration de la BIM sa, d'une valeur de 1 104 millions échues et impayées depuis le 31/12/2009.
- Obligations de la BOAD pour 14834 millions, des Trésors publics du Burkina Faso pour 3000 millions et du Togo pour 1000 millions et de la Société d'Équipement du Mali-SEMA pour 107 millions, soit un total de 23735 millions rémunérés à des taux variant entre 4,50 et 7,00 %.

En millions de FCFA	31/12/2009	31/12/2010
Titre d'investissement	24.849	30.615
Total	**24.849**	**30.615**

3.2. ÉVOLUTION DES POSTES DU PASSIF

La structure du passif reste caractérisée par le renforcement progressif des fonds propres, après les opérations avec la clientèle fortement prédominantes.

Les principales rubriques du Passif ont évolué comme suit :

	31/12/2009	31/12/2010
Ressources de Trésorerie	15.125 MFCFA	45.872 MFCFA
Ressources Clientèle	313.930 MFCA	316.073 MFCFA
Opérations/titres&diverses	5.165 MFCFA	5.541 MFCFA
Fonds Propres	32.064 MFCFA	36.480 MFCFA

a. Les Ressources de Trésorerie et Interbancaires: Elles regroupent les soldes débiteurs de nos comptes auprès des correspondants Étrangers, les avoirs des établissements confrères locaux et étrangers dans nos livres, les dépôts à vue et à terme du Trésor Public du Mali, des avances ponctuelles obtenues auprès de la Banque Centrale ainsi que les emprunts auprès d'une institution financière internationale (la BADEA).

La hausse de 30747 millions (soit +203,29 %), observée au niveau cette catégorie de ressources résulte essentiellement de l'augmentation des dépôts à vue et à terme du Trésor du Mali dans nos livres pour 8749 millions, et du recours au refinancement à court terme auprès de la BCEAO pour 20000 millions.

b. Les Dettes à l'égard de la clientèle: Les ressources mobilisées auprès de la clientèle autre que le Trésor Public ont connu une progression de 2143 millions (+1 %) en passant de 313930 millions FCFA au 31/12/2009 à 316073 millions FCFA au 31/12/2010.

c. Comptes d'ordre et créditeurs divers: Cette rubrique enregistre une augmentation de 376 millions FCFA (+7 %) en passant de 5165 millions au 31/12/2009 à 5541 millions au 31/12/2010. Cette évolution s'explique essentiellement par les intérêts perçus d'avance sur les bons des Trésors publics des États de l'UMOA.

d. Les fonds propres et assimilés: Les fonds propres et assimilés enregistrent une augmentation de 4416 millions (+14,51 %) en passant de 32064 millions à 36480 millions du 31/12/2010.

Cette variation s'explique par l'affectation en réserves et en report à nouveau opérée sur le résultat de l'exercice 2009, la constitution volontaire de provisions pour risques et charges de 200 millions au titre de l'exercice 2009 et 100 millions pour 2010 et le résultat net de l'exercice soit 5417 millions.

Le tableau ci-après récapitule l'évolution des Fonds Propres durant la période sous revue :

	31/12 2009	affectation en réserve	Dividendes	Autres augmentations	Autres diminutions	Résultats de l'exercice au 31/12/2010	31/12 2010
Capital	10 000						10 000
Prime d'émission	1 291						1 291
Provisions/ Risque et charges	1 078			110			1 188
Fonds pour							
Risque bancaire généraux				300			300
Réserves	9 680			565			10 245
Report à nouveau	6 247			1 792			8 039
Résultat de l'exercice	3 768		(1 222)			5 417	5 417
Total	**32 064**	**0**	**(1 222)**	**2 767**	**-**	**5 417**	**36 480**

4. LES RATIOS PRUDENTIELS

Au 31/12/2010, les Fonds Propres effectifs se chiffrent à 28912 millions. Sur cette base, les

www.bdm-sa.com

NOTES ANNEXES

AUX ÉTATS FINANCIERS

principaux ratios réglementaires ont évolué comme suit :

a. Ratio de couverture des risques par les fonds propres effectifs : Le coefficient s'établit à 23,58 % au 31/12/2010. La norme des 8 % minimum en vigueur est largement respectée.

b. Ratio de couverture des emplois à moyen et long terme par des ressources stables : Le total des ressources stables s'élève à 57 889 millions contre un total des emplois à moyen et long terme de 56 222 millions au 31/12/2010 ; il en résulte un ratio de couverture de 102,97 % pour une norme réglementaire de 75 %.

c. Coefficient de liquidité : L'exigence en matière de liquidité est satisfaite au 31/12/2010 avec un coefficient de 107 % qui est supérieur à la norme réglementaire de 75 %.

d. Contrôle des crédits aux dirigeants et personnel : La norme réglementaire de 20 % maximum est largement respectée par ce ratio dont le niveau se situe à 7 % au 31/12/2010.

e. Ratio Division des Risques : Au 31/12/2010, aucun client ne portait un encours de crédits dont le risque net était égal ou supérieur à 25 % des fonds propres effectifs.

Par conséquent, les normes de 75 % des Fonds Propres Effectifs et de huit (8) fois les Fonds Propres Effectifs sont également respectées.

f. Ratio de structure du portefeuille : Le ratio de structure du portefeuille ressort à 1 % au 31/12/2010.

Le respect de ce ratio dépend du montant d'encours de crédits bénéficiant d'accords de classement de la BCEAO.
Au 31/12/2010, seuls les concours accordés aux clients TOTAL MALI, COMATEX, SOTAMALI et Ets KISSIMA SYLLA bénéficiaient d'accord de classement de la Banque Centrale pour un montant de 770 millions.

g. Contrôle des immobilisations hors exploitation et des participations dans les sociétés immobilières : Pour une norme réglementaire de 15 %, ce ratio s'établit à 19 % au 31/12/2010.

h. Contrôle des immobilisations et participations : Ce ratio se situe à 40 %, pour une norme de 100 % maximum.

RÉSOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'Assemblée générale ordinaire décide d'examiner au cours de la présente séance les comptes de l'exercice 2010.

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale ordinaire après avoir examiné les bilans, les comptes d'exploitation, de pertes et de profits, les rapports des commissaires aux comptes relatifs à l'exercice, décide de les approuver dans leur intégralité, sans réserves, et constate qu'ils reflètent l'ensemble des opérations de la banque pour cet exercice.

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité.

TROISIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale ordinaire donne sans réserve quitus total, entier et définitif aux Administrateurs et, en l'occurrence, au Président Directeur Général de la BDM-SA, au titre de l'exercice clos au 31/12/2010.

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité.

QUATRIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale ordinaire constate que le bénéfice à repartir au titre de l'exercice arrêté au 31 décembre 2005 s'établit à 5 416 862 579 qu'elle décide de repartir comme suit :

- 15 % à la réserve légale : **812 529 387 FCFA**
- 5 % au Fonds social : **270 843 129 FCFA**
- **Dividendes (5 000 FCFA par action) : 1 879 780 000 FCFA**
- **Report à nouveau : 2 453 710.063 FCFA.**

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale ordinaire, après lecture du rapport des commissaires aux comptes, établi en application des Articles 438 et suivants de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, et agissant en application de l'Article 22 des Statuts, approuve les conventions passées avec ses Administrateurs, étant précisé que ces conventions entrent dans la catégorie des opérations courantes et sont conclues à des conditions normales :

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité.

SIXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire approuve la cooptation de Monsieur Driss BENJELLOUN en tant qu'Administrateur en son nom.

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité.

SEPTIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale ordinaire adresse ses sincères et chaleureuses félicitations à l'ensemble des Administrateurs, à la Direction Générale ainsi qu'à l'ensemble du personnel pour les bons résultats obtenus.

L'Assemblée générale ordinaire les invite à continuer à cultiver leur franche et loyale collaboration afin que la Banque puisse atteindre les objectifs assignés.

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité.

HUITIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale ordinaire donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes, à l'effet d'accomplir les formalités légales subséquentes.

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité.

www.bdm-sa.com

BDM
BDM
BDM

BDM-SA, Partenaire du sport

BDM S.A.

BANQUE DE
DÉVELOPPEMENT
DU MALI - SA

BDM-SA

Siège social
Avenue Modibo Kéïta

BP 94
Bamako Mali

Tél. (223) 20 22 20 50
Fax (223) 20 22 50 85
(223) 20 22 42 50

E-mail : info@bdm-sa.com

Site web : www.bdm-sa.com

Swift : BDMAMLBA

© Imprim color - Bamako